



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

24/09/2023

Résumé des questions économiques et sociales. **n° 141 semaine 24 septembre 2023**

Sorbonne Université campus de Jussieu : A la demande du pouvoir, la gendarmerie contre les personnels de recherche et de l'université. :

Ce jeudi, le Muséum National d'Histoire Naturelle a été entièrement fermé au public et aux personnels pour permettre au roi Charles III et à Macron de pérorer sur la biodiversité. C'est un abus digne de caprices princiers et un mépris des scientifiques qui vivent une situation difficile. La dernière en date étant la volonté du pouvoir de piquer dans le fond de roulement des établissements de recherche et d'enseignement supérieur pour rendre plus sexy aux yeux des marchés financiers le budget d'austérité qu'il prépare pour 2024. Pour protester contre la fermeture du Muséum et les mesures contre la science et l'enseignement supérieur, les syndicats CGT du Muséum et de Sorbonne Université avaient appelé à un rassemblement à l'entrée du campus Jussieu entre 12h00 et 13h00. Drapeau et banderoles étaient là et les personnels présents ont pu exprimer leur profond mécontentement. Il n'a pas fallu plus que quelques minutes pour que le rassemblement soit nassé par des forces de gendarmerie dépêchées en grand nombre. Le rassemblement s'est poursuivi sans violence, mais tous les manifestants ont été verbalisés pour participation à une manifestation interdite...bravo la démocratie ! En fait, le but de cette opération de force sans gloire, c'est de faire taire et de menacer ceux qui se battent.

CLESTRA Bas-Rhin

Depuis le 3 juillet, les 120 salariés de cette usine de production de cloisons mobiles de renommée mondiale sont dans l'action pour que la direction s'engage sur la pérennité de l'outil industriel et de tous les emplois. Les 5 millions d'euros d'aides publiques perçues imposent cet engagement. Le gouvernement doit agir à la hauteur de la situation. Pour cela, une délégation CGT se présentera, mercredi 27 septembre, à 11h, à Bercy, pour être reçue et obtenir cet engagement. Puis, une conférence de presse se tiendra en présence de tous les salariés et de tous ceux qui voudront manifester leur soutien par leur présence.

Grève des greffiers des tribunaux

Depuis juin dernier, les greffiers sont mobilisés contre la dégradation de leurs conditions de travail et la précarisation de leurs statuts. Le point de départ a été l'adoption d'une nouvelle grille indiciaire dans laquelle les greffiers se trouvent très désavantagés avec une perte d'ancienneté et des hausses de salaires de 90 euros maximum alors que la charge de travail ne cesse de s'alourdir et les conditions de travail de se détériorer.

CHU de Montpellier

Un mouvement illimité à l'appel des syndicats CGT et F.O. Les salariés de la société Onet (entreprise de nettoyage) sont en grève illimitée pour défendre leurs revendications : conditions de travail et salaires. Les agents de nettoyage au CHU de Montpellier demandent à avoir plus de temps pour effectuer les prestations, à être moins contrôlés – ils doivent signaler chaque changement de pièce ce qui accroît leur temps de travail - et surtout à toucher une prime. 70 % d'entre eux ont rejoint le mouvement.

"De plus, ce dispositif a été mis en place sans en informer et sans consulter le CSE et les salariés", S'ils ont été reçus par leur direction et que "celle-ci a reconnu de multiples manquements", la direction d'Onet refuse selon eux toute négociation autour des conditions de travail et des salaires. Ils poursuivent le mouvement avec le soutien

actif de la CGT du CHU.

Pôle emploi Pays de Loire

Alors que le projet de loi « *Plein emploi* » visant à la création de France travail doit commencer à être débattu à l'Assemblée nationale à partir du lundi 25 septembre, la CGT appelle les agents de Pôle emploi à une journée de grève, le 26 septembre. Objectif affiché : peser sur les débats et faire en sorte que ce projet de loi ne soit pas adopté.

La CGT Pôle emploi Pays de la Loire appelle, seule, à cette journée d'action. Elle a proposé une intersyndicale dans la région afin de construire les bases d'une mobilisation commune, mais cette proposition n'a pas été suivie, explique le syndicat.

Selon la CGT, le projet de création de France travail, qui viserait, selon le gouvernement, à mieux coordonner les acteurs du service public de l'emploi à partir du 1er janvier 2024, constitue une nouvelle attaque contre le service public et la protection sociale solidaire [...] en ayant uniquement pour perspective la satisfaction des employeurs et l'accroissement des sanctions contre les usagers.

Projet de réduction de l'effectif de l'usine BOSCH à Mondeville (14)

La Direction annonce un plan de départ volontaire à hauteur de 100 emplois, dont une partie en pré-retraite. La politique de désindustrialisation du bassin caennais continue. Après SCHNEIDER Bourguébus et TOCKHEIM Grentheville ces derniers mois, c'est au tour de ce site, spécialisé dans l'électronique et qui compte près de 500 salariés, d'être menacé ! Le groupe BOSCH a touché des millions d'euros d'argent public. Rien ne justifie la casse de cet outil industriel. C'est bel et bien le choix du profit au détriment de l'investissement, de la recherche et du développement. La CGT demande l'organisation d'une réunion d'urgence auprès des pouvoirs publics : Préfecture, Région Normandie, Communauté Urbaine de Caen la Mer, avec la Direction de BOSCH et les Organisations Syndicales Représentatives du Groupe. Les directions syndicales privilégient le *dialogue social* au lieu de construire une riposte. Il faut un plan de bataille qui se fixe l'objectif de mettre un coup d'arrêt à ce plan de démantèlement.

Grève mardi 26 à la SNCF

Les cheminots seront en grève mardi 26 pour empêcher la mise en œuvre de la « *discontinuité ferroviaire* » du fret. Cette obéissance aveugle aux injonctions de l'Europe capitaliste de démantèlement de la SNCF fait réagir même dans certains milieux patronaux qui y voient, à juste titre, la mort programmée de la SNCF Fret. Cette grève doit impérativement être massive et déterminée.

Dans le monde

Grève dans l'automobile aux États-Unis

Fait rare aux États-Unis : 12.700 salariés sont en grève dans les trois grandes usines des États-Unis dans le cadre des négociations annuelles. Ils réclament une hausse substantielle des salaires et des pensions ainsi que des congés supplémentaires. La grève affecte actuellement 38 sites de production. Malgré quelques légères avancées et en dépit des menaces patronales, le syndicat UAW pourrait durcir le mouvement et l'étendre rapidement à toute la branche si les directions s'enferment dans la non-satisfaction des revendications.

Grèce : grève générale

Ce 21 septembre, « *les travailleurs des secteurs public et privé réagissent par une grève générale de vingt-quatre heures aux changements proposés par le nouveau projet de loi sur le travail discuté aujourd'hui à la séance plénière du Parlement* », annonce le journal grec *Ta Nea*. « *Des rassemblements ont lieu dans toute la Grèce, les travailleurs se plaignant du contournement de la durée de travail de huit heures journalières et de cinq jours hebdomadaires, et de la tentative de criminaliser le droit de grève* », précise le quotidien. Fonctionnaires, marins, médecins ou encore pompiers... À l'appel des principaux syndicats, des milliers de personnes défilent dans les rues du pays au moment où le projet de loi est arrivé au Parlement grec. En juillet, le gouvernement du Premier ministre Kyriakos Mitsotakis, reconduit fin juin pour un deuxième mandat, avait déjà adopté une loi autorisant les salariés à travailler après 74 ans, soit sept ans au-delà l'âge de départ à la retraite ! Nos camarades grecs mènent activement ce nécessaire combat.

Tandis que les travailleurs manifestaient devant le parlement, à l'intérieur de celui-ci, *les députés du Parti Communiste de Grèce (KKE) ont vivement critiqué le projet de loi, relevant les mensonges grossiers et les moqueries du gouvernement. Ils ont appelé les travailleurs, le peuple, à ne faire preuve d'aucune tolérance à*

l'égard de la barbarie moderne et ont clairement indiqué que le KKE continuera avec une plus grande détermination à être à l'avant-garde de l'organisation de la lutte des travailleurs et du peuple pour annuler la "monstruosité" anti-ouvrière dans la pratique, mais aussi pour renforcer la contre-attaque du peuple contre la barbarie capitaliste.